

MARTOR



Title: "Le patrimoine culturel immatériel entre marché, Etat et globalisation: une esquisse de problématisation autour de l'exemple de la Roumanie"

Author: Antoine Heemeryck

How to cite this article: Heemeryck, Antoine. 2008. "Le patrimoine culturel immatériel entre marché, Etat et globalisation: une esquisse de problématisation autour de l'exemple de la Roumanie". *Martor* 13: 67-86.

Published by: *Editura MARTOR* (MARTOR Publishing House), *Muzeul Țăranului Român* (The Museum of the Romanian Peasant)

URL: <http://martor.muzeultaranuluiroman.ro/archive/martor-13-2008/>

Martor (The Museum of the Romanian Peasant Anthropology Review) is a peer-reviewed academic journal established in 1996, with a focus on cultural and visual anthropology, ethnology, museum studies and the dialogue among these disciplines. *Martor* review is published by the Museum of the Romanian Peasant. Its aim is to provide, as widely as possible, a rich content at the highest academic and editorial standards for scientific, educational and (in)formational goals. Any use aside from these purposes and without mentioning the source of the article(s) is prohibited and will be considered an infringement of copyright.

Martor (Revue d'Anthropologie du Musée du Paysan Roumain) est un journal académique en système *peer-review* fondé en 1996, qui se concentre sur l'anthropologie visuelle et culturelle, l'ethnologie, la muséologie et sur le dialogue entre ces disciplines. La revue *Martor* est publiée par le Musée du Paysan Roumain. Son aspiration est de généraliser l'accès vers un riche contenu au plus haut niveau du point de vue académique et éditorial pour des objectifs scientifiques, éducatifs et informationnels. Toute utilisation au-delà de ces buts et sans mentionner la source des articles est interdite et sera considérée une violation des droits de l'auteur.

Martor is indexed by EBSCO and CEEOL.

**Le patrimoine culturel immatériel entre marché, Etat et globalisation :
une esquisse de problématisation autour de l'exemple de la Roumanie.**

Antoine Heemeryck*

En cette période de globalisation, la question des traditions nationales amène souvent à des positions tranchées. L'évocation de ce terme doxique incite à penser la période présente sous l'angle laudatif de l'échange culturel ou sous l'angle d'une résorption de l'altérité du fait de l'expansion du marché. Corollairement, la question de l'identitarisme prend une dimension accrue alors que l'Etat-nation est aujourd'hui largement privatisé. La thématique des traditions nationales, du patrimoine culturel, qui a toujours été le champ d'âpres batailles, semble se reposer dans une configuration encore opaque et entraîne une polarisation des positions dans un carcan antagoniste binaire. Il semble pourtant que les transformations intriquées de l'espace national, de l'Etat et de l'économie posent un ensemble de questions et renouvellent des phénomènes contradictoires. Ces phénomènes semblent complexes au sens étymologique du terme, et il apparaît pertinent d'évoquer un cadre plus large pour comprendre les changements qui touchent une société à diverses échelles. Poser le problème de la sorte, c'est se condamner à ne pas pouvoir y répondre de manière exhaustive. C'est pourquoi, dans cet article, nous proposons d'aborder quelques changements globaux et de les mettre en perspective avec la question du patrimoine culturel

en Roumanie d'une manière schématique. L'intérêt de ce schématisme est de pouvoir tracer des fils conducteurs en évitant d'occulter les modifications du cadre dans lequel sont appréhendés les matériaux ethnographiques qui, de ce fait, risquent potentiellement de devenir anecdotiques. La Roumanie, dans cette optique, est intéressante à double titre : d'une part, cette société, depuis plus de vingt ans, fait face à une injonction à se conformer à un modèle unique de démocratie de marché alors qu'elle a été l'objet d'une communisation violente et d'une nationalisation du communisme – par la mobilisation du patrimoine national et du nationalisme – pendant pratiquement un demi-siècle ; d'autre part, on peut y observer actuellement une véritable effervescence de pratiques liées au folklore et au patrimoine culturel endotique reflétant aussi l'expression d'un soi collectif. Dans cet ensemble de pratiques étendu, l'artisanat traditionnel joue un rôle important. Or, en Roumanie, les artisans producteurs d'objets traditionnels sont placés directement dans le champ de la constitution et de la représentation de la nation¹. Ils produisent, ont produit et sont assignés à la position de porteurs de ce que E. Hobsbawm appelle les « traditions inventées » (Hobsbawm *in* Hobsbawm & Rangers, 1992) : une sorte de référence symbolique et/ou matériel le qui a servi et sert à

cimenter une origine commune et une cohésion de la nation autour de l'Etat (ses musées, institutions culturelles et autres), d'une part, et autour des projets des élites et des aspirations de la population, d'autre part. Des concepts comme modernité, nation, nationalisme, traditions et culture, entendus dans leur polysémie et leur polymorphie, gravitent autour de ce champ. Je tenterai d'éclaircir partiellement ces questions en abordant, dans un premier temps, la convention sur le patrimoine culturel immatériel. Ensuite, seront mis en perspective quelques changements saillants survenus au niveau global sur le plan économique et politique, tout en gardant à l'esprit notre point de fixation : la société roumaine. Dans un dernier temps, cette problématisation sera illustrée à partir de deux exemples : une ONG d'aide aux artisans d'objets traditionnels jouant le rôle de pédagogue du marché et le cas d'une petite ville qui a axé son développement sur le tourisme culturel.

1 – Le patrimoine immatériel : cadre universel virtuel de la mise sur le marché du patrimoine matériel.

Le patrimoine immatériel est inventée récemment et mise en œuvre par l'Unesco. Même si la constitution de la convention remonte au 17 octobre 2003, elle a été officialisée le 6 avril 2006, lors de sa 32^e session de l'Unesco, par la ratification de 30 Etats. Le nombre des pays signataires de cette convention a cru considérablement en très peu de temps : en novembre 2006, plus de 50 Etats avaient ratifié la convention, le 30 août ce chiffre s'élève à 80 pays. La Roumanie a signé cette convention et a été acceptée comme membre de l'assemblée le 20 janvier 2006. A cette occasion, elle a été désignée comme membre de la commission, pour la période 2006-2008, dans le groupe n°2 de la commission de l'assemblée générale. Cette convention, dont le but est « d'établir des instruments normatifs pour la protection du patrimoine culturel », est justifiée par l'inscription du Căluș

dans la catégorie des « chefs d'oeuvre du patrimoine immatériel de l'UNESCO ». Le cadre du Căluș dépasse notre recherche sans lui être totalement étranger. Sans vouloir trop nous étaler sur ce sujet, notons simplement, à titre d'information complémentaire, que le Ministère de la Culture et des Cultes a créé en mars 2006² la Commission nationale pour la sauvegarde du chef-d'oeuvre du patrimoine culturel immatériel « La tradition du Căluș ». Cette commission avalise l'organisation du « Programme National de sauvegarde du chef-d'oeuvre du patrimoine culturel immatériel „La Tradition du Căluș,, ».

Si l'on adopte un angle d'approche large, les raisons qui ont pu mener l'Etat à s'inscrire dans cette convention multilatérale ont peut être un rapport avec la position de la Roumanie sur la scène européenne et mondiale. Signer une convention UNESCO, c'est entrer dans le concert des nations, ce qui n'est pas négligeable pour un pays qui n'est pas encore sûr de pouvoir entrer dans l'UE (au moment de la signature de la convention) et qui, de plus, est présenté comme le théâtre de « ratés » quand il ne représente pas, dans les stéréotypes médiatiques occidentaux, un vaste camp humanitaire fictif. D'un point de vue organisationnel et de celui de l'autorité de l'Etat, par ce biais, le ministère se dote d'un instrument de régulation et d'administration dans un champ qui paraît lui échapper partiellement depuis la chute du communisme. Précisons qu'en termes de trafics, au niveau mondial, le marché de l'art occupe la seconde place après celui des drogues. Bien que les artisans du domaine concerné semblent assez éloignés de ce champ de l'art et des sommes colossales d'argent qui y circule, les pertes de revenus pour l'Etat peuvent être assez conséquentes. Enfin, cette convention représente un outil de régulation qui peut virtuellement ensermer les problèmes liés à l'économie informelle. C'est un argument de poids donc pour l'Unesco et pour l'intervention des pouvoirs publics dans ce domaine. Indiquons les définitions que donne l'Unesco du patrimoine culturel immatériel.

La convention définit (art.2, pt.1) le patrimoine culturel immatériel comme :

« Les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel »

Les domaines du patrimoine culturel immatériel sont (art.2, point 2) :

(a) les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ; (b) les arts du spectacle ; (c) les pratiques sociales, rituels et événements festifs ; (d) les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ; (e) les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.

Remarquons déjà que les points a, b, c, e font l'objet de pratiques répandues depuis longtemps déjà en Roumanie. Cette convention, théoriquement, encadre donc nombre de pratiques et possède un caractère d'opérabilité. Cet outil peut servir à réitérer des normes, des labels, exclure des produits et des acteurs du domaine, soit autant de dispositions consubstantielles à « l'invention de traditions » selon le concept d'E. Hobsbawm (*Idem*). C'est un pouvoir d'encadrement donc, mais c'est aussi une manière pour l'Etat de (re)fonder son autorité sur le domaine de la culture traditionnelle roumaine tout en la mettant en valeur. Utiliser le terme de refondation est pertinent dans la mesure où, depuis la fin du régime Ceaușescu, et notamment dans le domaine artisanal, le patrimoine est l'objet de pratiques relevant pour une large part de l'économie privée corollairement à la disparition du rôle de leadership joué dans le développement par les coopératives de l'économie collectiviste. L'expansion de la problématique de la tradition peut, par conséquent, être considérée dans l'expansion de la marchandisation. La forme de monopolisation pratiquée sous l'ancien régime national-communiste n'a plus cours. Il s'agit donc pour l'Etat de se constituer une forme de légitimité, ni complètement contemporaine ni entièrement ancienne, par rapport aux

traditions imaginaires entendues comme éléments prépondérant dans la représentativité de la nation. Ces éléments se retrouvent d'une manière mi-latente mi-explicite dans d'autres parties de la convention et ce, de manière tout à fait particulière pour l'artisanat traditionnel :

« L'« artisanat traditionnel » semble à bien des égards constituer le domaine le plus concret dans lequel le patrimoine immatériel trouve son expression ; cependant, la Convention vise à protéger non pas tant les produits artisanaux en tant que tels que les compétences et connaissances indispensables pour leur production perdue. Tout effort de sauvegarde de l'artisanat traditionnel doit tendre essentiellement non pas à préserver les objets artisanaux – aussi beaux, précieux, rares ou importants soient-ils – mais à instaurer les conditions qui encourageront les artisans à continuer à produire des réalisations de toutes sortes, et à transmettre leurs compétences et leur savoir-faire aux autres, en particulier aux plus jeunes membres de leur propre communauté. L'artisanat traditionnel s'exprime sous de multiples formes : vêtements et bijoux pour protéger ou orner le corps, costumes et accessoires pour les fêtes ou les arts d'interprétation, objets servant à l'entreposage, au transport et au logement, arts décoratifs et objets rituels, instruments de musique et ustensiles domestiques, jouets destinés à l'amusement ou à l'éducation, et outils indispensables à la subsistance ou à la survie. Bon nombre de ces objets sont éphémères car conçus pour ne durer que le temps de la fête communautaire ou du rite familial pour lesquels ils sont fabriqués. D'autres deviennent des souvenirs que l'on transmet tels de précieux héritages et qui servent de modèles à la créativité contemporaine. Les compétences et connaissances nécessaires pour permettre à l'artisanat de perdurer sont parfois aussi fragiles qu'un objet votif en papier ou un dessin sur le sable, mais souvent aussi solides et aptes à perdurer qu'un robuste panier ou une épaisse couverture. »

Au-delà des termes génériques et pirouettes intellectuelles de ce texte, protéger les producteurs, pour le dire clairement, c'est dans les faits protéger leurs productions, et c'est donc mettre en place un marché des produits traditionnels. Ceci est corroboré par l'inclusion des objets matériels sous un label « immatériel » en lieu et



place du concept « d'authenticité ». En fait, pour bien comprendre la formulation, il faut la saisir à l'envers, de sa fermeture vers sa prémisses. Le but, formulé avec opacité ici, est bien d'assurer la production de marchandise et donc la protection des producteurs, ce qui est illustré par l'usage des termes de compétences (Hours & Sélim, 2003)³, par la définition complémentaire du patrimoine culturel immatériel comme le « creuset de la diversité culturelle et garant du développement durable ». Inscrire dans le développement durable – avatar du post-développement⁴ – le patrimoine immatériel, c'est l'inscrire dans une chaîne économique qui vise une production et en l'occurrence une production marchande, même si le patrimoine n'est pas une marchandise comme une autre. Ce glissement n'est pas anodin. Il a pour effet de voiler le grand écart entre la mission proclamée de l'UNESCO qui est celle de l'éducation et de la protection de la culture et ce dans quoi elle s'insère véritablement, c'est-à-dire l'économie de marché et la marchandisation de la culture.

Les définitions de l'UNESCO intègrent aussi des notions de territoires culturels, de régions, ce qui s'appelle dans les pays de l'Union européenne le développement intégré des

territoires et des collectivités⁵. Du point de vue de la volonté politique, mettre l'accent sur les régions et les territoires est aussi un calque et une extension du démembrement de l'Etat-nation au bénéfice d'entités politique de moindre envergure. C'est ce qu'on appelle dans un idiome bureaucratique les principes de décentralisation et de subsidiarité.

On peut toujours voir cette nouvelle convention sur le patrimoine sous un angle culturaliste étroit comme le fait Chiara Bortolotto (2006)⁶ :

« Parmi les innovations les plus intéressantes pour suivre l'évolution vers une définition plus anthropologique du patrimoine, on note l'introduction des « paysages culturels », définis par les usages traditionnels du territoire, et des « Itinéraires culturels », qui soulignent le caractère transculturel de la culture. »

Si on peut déjà douter qu'il existe une définition anthropologique du patrimoine, on ne peut qu'être surpris par l'absence totale de considérations pour les transformations économiques et politiques sous-jacentes à une telle mutation idéologique. Ce refoulement mérite explication, surtout que ces propos plus mignons mettant en avant la culture et « le transculturel » sont très exactement ceux utilisés par les opérateurs de tourisme culturel. Toute personne qui a déjà ouvert un jour un *Lonely Planet* ou *Le guide du routard* y verra des analogies quasiment parfaites avec cette évocation des territoires, des paysages, des routes à thèmes. Et si l'on va plus loin, dans le tourisme culturel et même dans le tourisme en général, il existe tout un ensemble de pratiques et de notions qui sont étroitement liées aux pratiques du patrimoine immatériel comme les festivals et fêtes folkloriques, les foires et fêtes locales, les sites de patrimoines artisanaux, les terroirs parfois altermondialistes... Ces termes peuvent être retrouvés dans les publicités des agences de tourisme culturel. Ajoutons qu'il est révélateur que le concept de « traditions inventées », comme le note E. Hobsbawm (*in* Dimitrijevic, 2004), ait suscité l'intérêt du marketing communicationnel. La percée du tourisme et l'absorption du patrimoine dans ce domaine n'est

pas à prendre comme allant de soi. La convention du patrimoine immatériel semble effectivement étendre et parachever collatéralement les bases d'un art de gouverner (au sens de M. Foucault) vers les activités culturelles qui touchent à la question de l'appartenance nationale. On peut donc se poser la question de savoir s'il ne s'agit pas d'une OPA (Offre Publique d'Achat) sur le patrimoine non matériel pour reprendre la typologie de l'UNESCO prolongeant les dernières mutations du capitalisme⁷.

Ancrage.

Le déploiement des activités de tourisme culturel s'inscrit dans le cadre du patrimoine culturel immatériel. Il s'agit d'un mouvement massif qui s'étend de plus en plus à travers le globe⁸. Pour bien comprendre ce qui s'est produit avec le surgissement de ce type de tourisme, il apparaît nécessaire de le replacer dans les transformations économico-politiques des 30 ou 40 dernières années. En restant en général, le XXème siècle peut-être caractérisé par un système d'Etat-nation encadrant le domaine de l'économie par des politiques d'industrialisation. La production, la productivité, la croissance, l'urbanisation, (avec un territoire, une monnaie nationale etc.) sont les éléments centraux qui, somme toute, définissent l'idéologie productiviste. Sur un plan international, les Etats s'auto-représentaient par ce principe de souveraineté. L'autorité de l'Etat devait alors s'appliquer sur un territoire donné (Badie, 1997). Le régime de Ceaușescu a d'ailleurs été une figure caricaturale de ce modèle. Ces paradigmes politiques sont bien évidemment héritiers de la révolution industrielle, de la modernisation. Ainsi les deux blocs – communistes et capitalistes – entraient dans une course de la production, et le tiers-monde, suite à son indépendance, allait sortir de la pauvreté grâce au développement⁹ nous disait-on. Une double transformation survient alors. L'une qui relève de la conversion, l'autre de la mutation (Bazin, 2003).



C'est d'abord la conversion lente de tous les régimes communistes au capitalisme à quelques exceptions près – mais les exceptions confirment les règles plus qu'elles les remettent en cause¹⁰. La Roumanie se présente comme le contre-exemple puisque le pouvoir, dans les années 80, s'est acharné à rembourser les dettes extérieures pour sortir de la dépendance des institutions financières internationales quitte à acculer la population au bord de la famine. Au niveau international, c'est au début des années 1980 que la Chine va mettre en œuvre « le mécanisme économique ». Le Vietnam et le Laos vont suivre cette marche à leur tour. A partir de 1989, la fin du communisme et la conversion au capitalisme est un état de fait.

La seconde transformation opère dans la structure même de l'économie et du capital (en fait depuis le début des années 80). C'est que l'on nomme en général la financiarisation des économies et des sociétés. La forme générale du consensus de la guerre froide était que l'Etat maîtrisait et/ou encadrait dans une certaine mesure la société et l'économie tout en vivant dans une séparation avec cette société. Or, ce schéma se transforme dans les années 1970-80. L'économie financière va être libérée des

contraintes imposées par le consensus organisé suite au fameux « jeudi noir » de 1929 (et dont Keynes deviendra l'inspirateur dans l'après guerre), puis va prendre le dessus sur le capital industriel pour se développer à l'échelle planétaire. Les entreprises et complexes industriels deviennent alors des produits qui s'échangent et sont l'objet de spéculations. L'objectif de la finance implique une compression de la masse et des coûts salariaux du travail des bas salaires et la réduction des coûts de la fiscalité¹¹. Les comportements boursiers en sont des indicateurs probants puisqu'à chaque vague de licenciements des entreprises quottées la valeur de l'action grimpe de manière vertigineuse. On a donc un capital financier (actionnarial surtout) sans frontières et hégémonique auquel le capital industriel et le travail sont subordonnés (London, 2003). Cette prise de pouvoir se perçoit par exemple dans le fait que de grandes entreprises bénéficiaires et sans difficultés apparentes ferment aujourd'hui au motif de n'être pas atteindre des taux de profits de plus en plus démesurés¹². C'est là, pour le dire rapidement, le passage du capitalisme paternaliste au capitalisme patrimonial. D'ailleurs, comme le souligne L. Bazin à partir de l'exemple du nord de la France, c'est à partir de là que se développe le patrimoine industriel en contre partie de la réduction du patrimoine dans son sens originel (Bazin, 2001). Il faut aussi préciser que, dans le cas des économies postcommunistes, la désindustrialisation est aussi un effet de la disparition de l'organisation économique du bloc communiste.

L'investissement et le développement du tourisme est une conséquence de cette transformation de l'économie politique mondiale. Car, le tourisme est, ou peut-être était, une activité de « fin de chaîne » : il est largement dépendant de la santé économique global et des surplus qu'obtiennent les classes sociales qui s'en sortent le mieux aujourd'hui (au niveau intra-sociétal les classes moyennes des villes, et international). Cela ne veut pas dire que l'industrie n'existe

plus. Elle existe encore, mais elle est soumise largement au capital financier qui domine désormais largement la structure capital¹³ et sa territorialisation est devenue volatile même si on voit que des masses de main-d'œuvre ont vu le jour en Asie du sud-est. Le tourisme et les activités du secteur tertiaire sont le corollaire partiel de la disparition de l'industrie, de l'idéologie productiviste et de la souveraineté comme mode de gouvernance économique dominant. Mais le tourisme culturel à cette particularité qu'il ne peut être délocalisé au même titre que le tourisme en général, comme on peut le voir avec le développement touristiques des pays du Maghreb en lieu et place du Sud de l'Europe. Le tourisme culturel s'inscrit dans un espace de représentativité culturelle, occupe une position et un espace particulier sur le marché des altérités. On imagine mal en effet les Masaï peindre des icônes « orthodoxes » sur verre comme en Roumanie ou les hommes des communautés rurales roumaines porter des étuis péniens au cours d'un rituel quelconque. Cela fonctionne de la sorte, mais pour le moment seulement. Il ne serait pas étonnant en effet de voir des objets en céramique produits à la chaîne dans des pays où les coûts de production sont faibles occuper les marchés européens.

Contextualisation : la Roumanie.

En ce qui concerne la Roumanie, la tradition s'étaye sur la figure du paysan, du village et du monde rural. La ballade de l'agnelle (Miorița), le folklore (danses régionales, objet traditionnels, etc.), l'art traditionnel tournent autour de cette dimension. Cette texture est rémanente. Elle va former une matrice sur laquelle va s'appuyer la nation en créant une identité sur le plan temporel et spatial. Question d'autant plus décisive que la Roumanie est une « jeune » nation et au cours de l'histoire a été prise dans les luttes des empires avoisinants. C'est sur cette trame que vont s'étayer l'idée de nation, le nationalisme et nombre de projets politiques parfois antithétiques. Prenons-en quelques exemples.

Pour un *Bonjurist* révolutionnaire de 1848 tel N. Balcescu, le paysan était un révolutionnaire. Pour un autre 48ard, comme V. Alecsandri, il s'agissait d'un poète, ce qu'il est devenu effectivement après que celui-ci ait écrit une version de la ballade de l'agnelle et l'ait publiée en France.

Par opposition et un peu plus loin dans le temps. C. Noica voyait cette osmose idéologique comme un handicap. Ne disait-il pas d'ailleurs :

« c'est justement ce qui nous rend mécontents aujourd'hui : le fait d'avoir été et d'être encore, par tout ce qu'il y a de meilleur en nous, des villageois. Nous ne voulons plus être les éternels villageois de l'histoire. Cette tension est le drame de ma génération. Ce qui rend notre conflit si douloureux, c'est qu'il est, du moins théoriquement, sans issue¹⁴. » V. Mihailescu ajoute : Noica ne se trompe que sur un point : ce drame n'est pas seulement spécifique à sa génération, il est constitutif de la culture roumaine. » (Mihailescu, 1991)

Dans la représentation de C. Noica, entrer dans la modernité occidentale, c'est ne plus être villageois. Or, être roumain, dans la conception de cet auteur signifie être paysan, ce qui, par voie de conséquence, signifie une auto-distanciation infériorisante de l'Occident par cet élément (l'appartenance au monde rural) considéré comme central dans cette construction identitaire. Les auteurs, de Iorga à Eminescu en passant par Blaga, ont produit tout un ensemble d'images et de symboles venant enrichir cette matrice. Ces œuvres sont donc polarisées, implicitement ou explicitement, sur la question du paysan comme le symbole de la représentation nationale, c'est une texture qui donne forme à l'Etat-nation. Nous ne développerons pas d'avantage sur ces idées pionnières (qui sont aussi des prolongements des théories de la modernité, d'Herder et de l'anti-obscurantisme des lumières) le sujet est bien trop large pour pouvoir être traité ici¹⁵. Par contre, il existe un aspect largement occulté et prépondérant dans ces controverses sur la culture nationale et sa genèse : les différentes expressions du cadre de cette tradition sont aussi des symbolisations de la posi-

tion de la Roumanie dans le monde et même un recouvrement de cette position.

L'évolution du communisme vers le national-communisme peut être justement interprétée comme une volonté de transformer les rapports de force à l'avantage du régime politique. D'une organisation sans légitimité sur un plan interne, complètement minée par l'ethnisation des rapports politiques, le parti communiste évoluera dans le sens du national-communisme. Dans cette configuration, les institutions du parti et la famille Ceaușescu, celles de l'encadrement et de la surveillance (*Securitate*) deviendront aussi dépendantes des institutions productrices de nationalisme¹⁶. La rhétorique visait à faire de la Roumanie une forteresse assiégée occultant les dominations extérieures par la création de figures de l'ennemi étranger en prolongement des ennemis intérieurs. La Roumanie s'extirpait ainsi de sa position historique de pays périphérique par l'exaltation du développement industriel et, en même temps, de la nation menée par son guide. A donc été mobilisé et développé pour ce faire le patrimoine culturel national, comme l'illustre le festival « *Cîntarea României* » dont le premier secrétaire du parti disait qu'il :

« [...] s'est transformé en une manifestation puissante de la volonté de notre peuple tout entier de travailler, de développer l'économie, la science, la culture, l'art, d'élever notre patrie sur les nouvelles marches du progrès et de la civilisation »¹⁷

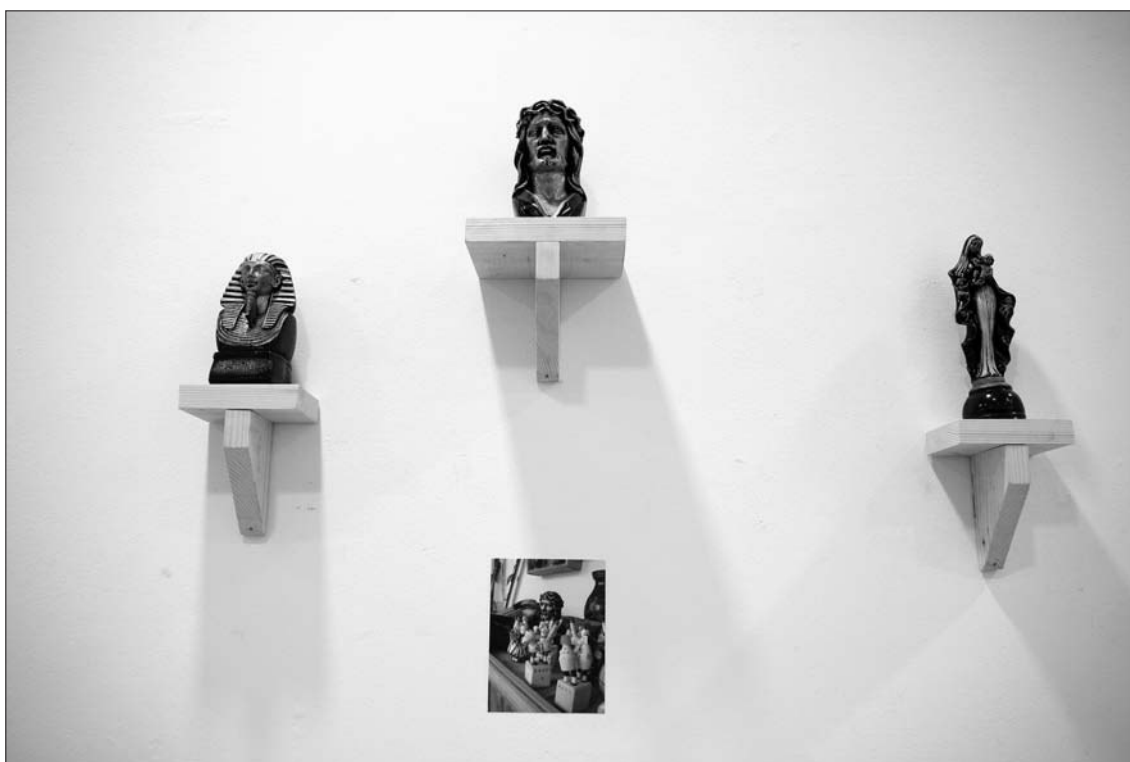
Si l'identité a été un élément prépondérant de l'imposition du communisme c'est parce que sa nationalisation a été le seul instrument pertinent et disponible pour tenter de combler une absence de légitimité dès son origine.

La position de la Roumanie va subir un véritable renversement au cours des années 80 qui va s'accélérer après la chute du régime communiste. Les premiers signes de ce déclasserment sont apparus quand les plans de systématisation ont été portés à la connaissance des médias et du public occidental.

Dans la morale de la globalisation basée sur la projection à l'ensemble du monde de normes

idéalisées des sociétés occidentales comme le marché, les droits de toutes sortes et la démocratie¹⁸ et synthétisées sous le terme évolutionniste de transition, la Roumanie apparaît comme le mauvais élève des pays de l'Est. Elle représente, dans les discours médiatiques occidentaux, une espèce de nouvelle périphérie de l'Europe composés de victimes et de pauvres, à l'extérieur, dignes de l'idéologie humanitaire¹⁹, et dans la logique des nouvelles formes d'identitarisme xénophobe des Etats occidentaux un possible ennemi interne (migrant) venant rejoindre

de domination au niveau mondial a des conséquences importantes au niveau des acteurs et de leur vision du monde. Elle s'exprime notamment en Roumanie par l'intériorisation d'une stigmatisation exogène²¹. La Roumanie porte effectivement la marque du péché de l'appartenance à la dictature, la marque de « l'empire du mal » selon l'expression de R. Reagan. Or, la tradition comme instrument de coagulation (et parfois concomitamment et paradoxalement de contestation) de l'autorité de l'Etat sur les individus est un pivot de l'articulation des



les franges exclues du marché²⁰. L'imposition de ces normes intervient en contre balancement de la doctrine de la souveraineté et de l'Etat-nation et d'une montée en puissance des pouvoirs multilatéraux (Union Européenne, UNESCO, Organisation Mondiale du Commerce, et les nombreux traités), des ONG, des villes (Sassen, 1996) et des régions. Cette modification des rapports

dynamiques internes de recomposition des rapports politiques et socioéconomiques avec les évolutions des rapports internationaux. On peut donc espérer grâce à cette entrée pouvoir réaliser une analyse conjuguée des phénomènes intriqués et difficilement analysable.

Pour illustrer cette problématisation et son éventuelle pertinence, penchons-nous sur deux

exemples : une ONG d'aide aux artisans travaillant dans la confection d'objets traditionnels et une petite ville qui axe son avenir sur le développement d'une activité de tourisme culturel.

Une ONG de socialisation au marché²².

La Fondation pour les Artisans (FpA), créée en 1997, est une ONG roumaine située à Bucarest, de petite envergure, mais d'une grande efficacité. Elle s'attache à développer l'économie de l'artisanat populaire et le marché du souvenir.

l'Occident) et plus précisément en l'Europe de l'Ouest. Cette caractéristique micro-idéologique prend place dans le cadre du développement de l'art traditionnel et dans les représentations intersubjectives des acteurs. Dans les années 1990-1995, la situation de l'artisanat pouvait effectivement paraître singulièrement inquiétante notamment avec la disparition des coopératives, de leurs réseaux d'acheminements (etc.). Ces acteurs ont été motivés aussi par le fait qu'il y avait un manque d'intervention, une maladresse, une inadaptation, voire même une inexistence de



Il y a chez ses acteurs à la fois un fond progressiste, développementaliste et humanitaire (Hours, *op. cit.*). A leurs yeux, le marché est un moyen de faire accéder les artisans à une émancipation de la pauvreté et finalement à une forme d'autonomie. Il s'agit d'une véritable praxis. Le marché n'est pas une institution abstraite : il se trouve en Occident (et est représenté par

l'action des pouvoirs publics dans ce domaine. Ce constat est une caractéristique commune à (presque) toutes les ONG²³.

Les méthodes de la FpA sont bien définies et sont dues à des relations entretenues avec des ressortissants et bailleurs de fonds occidentaux depuis les premières années de fonctionnement de l'ONG. Ses acteurs ont tous été formés dans

les écoles des institutions culturelles de Roumanie (Musée du Village Roumain par exemple). Ils possèdent donc toutes les compétences pour produire des matériaux ethnographiques utilisables dans ce nouveau marché de l'art traditionnel (entretien vidéo avec des artisans, organisation d'expositions etc.). De surcroît, ils sont au centre des réseaux sociaux qui traversent ce champ social particulier, ce qui représente autant d'accès à des ressources et institutions importantes dans ce domaine. L'un d'eux est par exemple expert auprès de l'Unesco pour le compte du ministère de la culture et des cultes de Roumanie tandis que la directrice de l'organisation occupait le poste de directrice adjointe de l'institut culturel roumain de Londres, il y a peu de temps.

Pour pouvoir mener à bien leurs projets, ils ont suivi des formations en management à la Fondation pour le développement de la société civile (FDSC) qui est une sorte de plate-forme pour ONG étroitement liée à l'Union européenne. C'est une étape obligatoire pour obtenir les fonds monétaires, une formation à FDSC²⁴ jouant à la manière d'un label chez les bailleurs de fonds. Les séminaires permettent, outre une amélioration des connaissances des démarches bureaucratiques, de s'assurer une bonne réputation auprès des bailleurs et d'entretenir les réseaux entre acteurs du tiers-secteur. Or, cette « bonne réputation » est d'autant plus nécessaire que les ONG ont eu une image publique assez déplorable en Roumanie (comme le montrent, avec une stabilité déconcertante, les sondages²⁵) du fait des affaires de détournements d'argent et de trafics divers comme celui des voitures détaxées à l'importation qui ont défrayé la chronique. Dans cette logique, l'ONG est d'une grande rigueur en ce qui concerne la transparence de sa comptabilité. D'ailleurs, les dossiers administratifs prennent une place incommensurable dans le petit appartement où se trouve l'ONG. Passer sur la liste rouge d'un bailleur peut être synonyme de dis crédit auprès de nombreux bailleurs, car les

émissaires roumains des bailleurs sont au centre de réseaux d'interrelations. Un effet de cascade qui mettrait en péril la pérennité de l'organisation est donc à redouter. Tournons-nous vers les activités ONG, afin de bien comprendre en quoi sa mission s'inscrit dans une pédagogie du marché.

Soulignons d'emblée que pour la fondation, le travail de « développement » dans le secteur de l'art populaire consiste à une mise à niveau des artisans roumains avec leurs homologues et concurrents européens. L'activité de la fondation repose aussi sur une forme d'intériorisation des rapports de domination faisant appel à un imaginaire du marché. Premièrement, la cible de l'opération va être définie : une population d'artisans avec une catégorie de produits particuliers sur un territoire donné va être choisie. Par exemple, dans la région du Maramureș, elle va offrir ses services à des micro-entreprises spécialisées dans la confection de costumes traditionnels. L'organisation va mettre sur pieds une cartographie et une base de données de ces entreprises (allant jusqu'à des chiffres dépassant les 500 entreprises). C'est une opération importante pour mieux connaître le terrain, mais aussi très utile lorsqu'on connaît l'appétit des bailleurs de fonds pour les statistiques. Six seront finalement sélectionnés. Une étape intermédiaire a consisté à faire passer devant un jury, les artisans présélectionnés. Ce jury était composé exclusivement de personnes travaillant dans les institutions de Bucarest subordonnées au ministère de la culture et des cultes dans le domaine du patrimoine et de la culture. Derechef, il est question de stratégie ici. Choisir des acteurs qui ont une position dans ce domaine qui les positionnent à proximité des centres de décision, leur accorder une position de juge, c'est reconnaître leur autorité, renforcer ses relations avec les institutions de l'Etat et se constituer un capital de ressources pour l'avenir. Cela nous montre bien que l'ONG ne quitte pas les sphères de l'Etat qui, de par son personnel, justifie son action dans ce secteur d'activités. En réalité, l'ONG se situe en prolongement des fonc-

tions privatisées de l'Etat (Hibou, 1999). Les entreprises sélectionnées bénéficient alors de formations diverses. La FpA va s'assurer que les entreprises possèdent tous les moyens d'assurer leur entrée sur ce marché. L'accès à la communication par le biais d'internet, la question des investissements, des dépenses vont constituer la première phase de l'apprentissage sans omettre les formations dans l'organisation et la conduite des affaires. Par la suite, on applique en profondeur une stratégie de marketing, une pratique rationalisée de la vente. Les produits doivent être travaillés de façon à s'intégrer sur le marché occidental. La fondation ne propose donc pas une revitalisation d'anciens produits. Elle se sert d'experts étrangers (britanniques) en *design* qui sont effectivement considérés comme dotés de compétences et d'attributs (Hours & Sélim, *Idem*) particuliers. Sont alors proposées, aux artisans, de nouvelles idées fournies par des *designers* étrangers tout en restant dans le cadre de ce que produisent déjà les artisans. Si, sur le papier, cette phase de l'opération paraît simple, en revanche concrètement c'est une autre affaire : les artisans doivent concéder une part de leurs prérogatives dans la création ou la reproduction de l'art populaire, il faut donc un consensus minimum reflétant lui-même des intérêts communs²⁶. Ces opérations nécessitent en effet une négociation préalable. Il faut rester dans les cadres de l'art populaire ou, du moins, faut-il tenter de coller à ce qu'il peut représenter localement et nationalement pour ne pas tomber dans le *Kitsch* et faire perdre aux artisans leurs statuts de porteurs de la tradition. Un produit *Kitsch* leur enlèverait toute forme de particularité sur un marché, certes fluide, mais aux débouchés relativement restreints ou du moins très ciblés. Enfin, il faut égaler ou réduire la différence entre la qualité des objets produits dans d'autres pays et celle propre aux produits de Roumanie. Il n'est pas question pour la fondation de faire des produits de la même qualité qu'il y a 50 ou 70 ans. Non seulement parce qu'ils n'égaleraient pas la qualité des produits étrangers déjà installés sur le

marché, mais aussi parce que d'autres problèmes dans la production ont été identifiés, comme la présence du plomb dans les matières utilisées par les artisans travaillant dans la poterie et les risques de saturnisme induits. On comprendra dans ces conditions que le personnel de l'ONG se situe dans le camp des réformistes dans le champ du patrimoine culturel s'opposant aux classicistes (si l'on nous permet cette modélisation un peu rapide des antagonismes qui structurent cette sphère sociale).

Dès lors que ces produits ont été fabriqués en bonne et due forme, ils doivent trouver un lieu de vente. Il faut faire valoir rétroactivement son action auprès des bailleurs de fonds, se faire connaître auprès des acteurs habituels, engendrer quelques gains pour les artisans et, dernière raison mais pas des moindres, obtenir pour les membres de la fondation une rétribution symbolique pour le travail qu'ils ont mené. A nouveau, les relations interviennent et les artisans vont exposer leurs objets à *Romexpo*. Là non plus rien n'est laissé au hasard : on a fait appel à des experts britanniques pour configurer les stands et l'exposition. Les artisans ont tiré de leur vente de marchandises, à cette occasion, un montant d'argent assez considérable. Cette phase montre bien qu'il existe une demande locale (en Roumanie) dans ce type d'activités économiques.

Ce résultat donne à l'ONG toutes les bonnes raisons d'exister et aux artisans toutes les bonnes raisons d'espérer que leur activité puisse devenir rentable, qu'elles puissent être pérennisées. Dans une société où les risques de déclassements sont de plus en plus forts et les possibilités de stabiliser une situation à l'écart de la crise de plus en plus rares, c'est une donnée primordiale. Aux yeux des bailleurs de fonds, c'est là une opération réussie et un investissement rentable dans l'ONG, car ses résultats les plus immédiats sont aussi des plus palpables dans l'idiome bureaucratique. Chacun des acteurs en présence peut donc être satisfait et entretenir ce type d'opérations et de coopérations. Certains

artisans auront même la chance d'être emmenés à Londres où ils seront confrontés au marché des objets traditionnels et se confronteront aux acheteurs. Cela permettra de mettre en place des *press-books* et d'accumuler encore un peu plus de connaissances sur le fonctionnement du marché.

L'analyse de cette opération permet de mettre à jour des techniques claires de socialisation au marché. Evidemment, il ne faut pas être naïf, l'ONG n'agit que sur un panel très restreint. Mais les ONG, de manière générale, doivent entretenir une fiction quant à leurs capacités de développement. Elles sont contraintes de se conformer aux macro-visions de la gestion des méfaits du développement du capitalisme par l'évocation de la bienséance « volontaire », puisque l'essor des ONG, comme on le voit, est une façade de l'expansion du marché.

La fondation a mené ce type d'opérations de manière répétitive. Toutes ces opérations relèvent, à peu de choses près, du même ordre de pratiques. On ne saurait s'en étonner : une recette qui fonctionne ne mérite pas d'être repensée dans sa totalité, mais seulement adaptée en fonction des aspects particuliers du terrain-cible.

Penchons-nous sur un autre exemple complémentaire de celui que nous venons d'aborder qui permettra de mieux éclairer nos propositions quant à la manière d'appréhender les changements qui touchent au patrimoine, à l'identité et à la culture.

Horezu : « Capital de l'artisanat populaire »²⁷

Horezu est une petite ville marquée par le passage d'une économie industrielle à une économie de services. Les activités économiques développées sous le régime communiste ont dis-



paru comme la mine d'exploitation ou sont mal en point comme la coopérative artisanale qui avait servi de pivot du développement économique local. La catégorie d'âge autour des trente-quarante ans est à peu près absente de ce paysage. Ces acteurs sont partis tenter leur chance dans une plus grande ville de Roumanie ou à l'Ouest en espérant engendrer quelques sommes d'argent. Les auberges et autres résidences *Bed&breakfast* sont apparues et continuent d'être créées. Ce qui montre bien qu'il existe une demande à ce niveau. Certaines sont mêmes devenues prisées par les employés expatriés d'entreprises occidentales tandis que d'autres ont désormais leur place dans les guides touristiques. Enfin, on notera la présence de plus en plus visible de grandes de maisons s'apparentant à de petits châteaux comme on en trouve tant dans le Maramureș ou dans la vallée de Prahova.

Horezu possède un certain nombre d'avantages : un beau et grand monastère, quelques monuments historiques comme une maison de boyard. De plus, la ville est placée sur une « route à thème » où l'on trouve plusieurs monuments et lieux de patrimoine. Elle compte depuis longtemps des artisans d'objets en céramique. La réussite du développement du tourisme culturel, même s'il est basé sur toutes les meilleures et les plus décidées des intentions du monde, dépend entièrement de la situation objective de départ. C'est ce que nous apprendrait une comparaison rapide avec les nombreuses zones reléguées que l'on peut trouver en Roumanie.

On trouve, dans ce paysage, trois sites : un appendice de la ville, classé dans la catégorie village pour l'obtention de fonds monétaires européens, où se trouvent une rue où vivent les artisans ; la mairie qui s'est lancée dans une politique de transformation de la ville par un



apprentissage soutenu des procédures bureaucratiques européennes ; et, le long de la route nationale, des magasins de ventes de produits traditionnels.

Les artisans du village *Olari* jouent, dans ce paysage, le rôle de porteurs de la tradition. Tous ont dans leur généalogie des artisans plus anciens, des noms prestigieux reconnus sous le communisme par l'État ou, le cas échéant, ont pratiqué des activités dans ce domaine depuis longtemps. L'ancienneté est en effet un marqueur social qui permet de fonder une distinction sociale d'autant plus pertinent pour les acteurs qu'elle est adéquate avec la forme sociale de la tradition. Des figures exemplaires ont été érigées, à cette époque, comme le couple Vicșoreanu ou encore Dumitru Mischiu (Vlăduțoiu, *op. cit.* : 221-228) dans le but d'assurer le développement de l'artisanat et de sédimer la domination politique sur le patrimoine culturel.

La division sexuelle des tâches entre le travail de la matière brute (argile) jusqu'au moulage pour les hommes et la décoration pour les femmes semble être un axe de définition de l'objet traditionnel et du corps social de la tradition. La stratification des âges aussi y joue un rôle important puisque les plus anciens et anciennes

jouent le rôle de gardiens-créateurs de la tradition, du savoir-faire, statut spécifique qui nécessite certains attributs particuliers. Cela engendre des lignages d'héritier du statut de porteur de la tradition.

Les artisans sont loin de l'image fantasmagorique des paysans attardés mentaux, image que l'on retrouve chez les classes moyennes supérieures des grandes villes²⁸ et parfois chez les intellectuels²⁹. Ils ont une bonne connaissance des marchés européens, de la quantité que l'on peut espérer vendre dans tel ou tel pays. Ce n'est pas étonnant puisque, sous le communisme déjà, certains d'entre eux allaient participer à des expositions à l'étranger, alors que d'autres se sont installés en Allemagne par exemple.

Il existe un enjeu qui consiste à affirmer et à contester la revendication de la paternité de tel ou tel modèle d'objet en céramique. Non seulement, cela permet d'assurer une régulation sur un plan interne des rapports hiérarchiques de manière à conserver une relative homogénéité, de réguler la concurrence par les prix, mais aussi de neutraliser les actions externes, puisque les musées, moyennement appréciés par les *Olari*, avaient désigné les représentants de la tradition. Quand les délais de livraison sont courts et la demande quantitativement importante, les réseaux sont mis à contribution et les hommes présents dans le village interviennent pour produire en un temps très court les quantités d'objets demandés. Ces réseaux de solidarité possèdent une souplesse qui leur permet de prendre en charge le travail collectivement. Les relations de travail et la circulation de l'argent permet d'entrevoir aussi la division entre les sexes et entre les âges que nous avons soulignée ci-dessus.

Assez souvent la mairie, par le biais de la maison de la culture, propose des voyages à l'étranger (en Europe de l'Ouest) où des échanges culturels sont organisés avec des ONG. Des artisans *Olari* y sont invités pour aller exposer et vendre leur marchandise. Ils sont aussi conviés à participer à des foires-fêtes-spectacles en Roumanie. Il y a donc un enjeu avec cette



transformation du pouvoir à la fois plus localisé avec l'importance prise par la mairie et le rôle de *leadership* qu'elle tente de s'attribuer dans la région et qui entre dans un espace transnationale et collabore avec des organisations avec lesquelles elles ne coopéraient pas habituellement. De bonnes relations avec la mairie peuvent être une bonne source de revenus, mais aussi une source de conflits entre *Olari*. Dans le cas des fêtes locales, les *Olari* sont sélectionnés selon qu'ils peuvent faire une démonstration de leur technique de « tournage ». Ajoutons qu'il leur est demandé de faire des cours d'apprentissage pour les enfants de l'école. Il est clair qu'il existe aussi une dimension de politisation de l'identité qui s'étaye sur l'éducation et qui est, notons-le au passage, en parfaite adéquation avec la convention de l'UNESCO sur le patrimoine culturel immatériel. Elle se déploie sur l'autonomisation de la ville et de la région.

La mairie, depuis le changement de couleur politique, la même que celle du conseil départemental, a mis en place une importante stratégie de développement local. Ses programmes à Horezu représentent plus qu'une belle présentation *power point* et la page d'un site internet. Une équipe de « jeunes » a été embauchée, puis formée aux procédures complexes d'obtention des fonds Phare devenus, depuis l'adhésion à l'UE, « fonds structurels ». Notons au passage, que de manière plus générale, les jeunes représentent un acteur idéologique (selon l'expression de G. Althabe) considéré généralement selon division communisme/capitalisme : ils représenteraient la part non souillée de la société roumaine par le communisme³⁰ et seraient donc aptes à réaliser une fusion avec l'Occident. Cette équipe tente de mobiliser toute la population. Par exemple, une route a été construite pour joindre le quartier des exclus (les *Rudari*). Une fête est aussi organisée à l'occasion de la journée mondiale des « Roms » avec un certains succès. Et la visite de la maison de Boyard est assurée par un « Roms ». Les services de la mairie n'hésitent pas non plus à servir de guides touristiques

pour des étrangers européens à la recherche de terrain à investir.

A la maison de la culture aussi on met l'accent sur la jeunesse, depuis qu'elle a été l'objet de transformation sous l'impulsion de la mairie. Il faut dire que la structure démographique locale ne laisse guère de choix. Un homme très motivé, ancien danseur, connu pour sa débrouillardise, sa méticulosité, son abnégation et sa motivation a été recruté. Le bâtiment a été repeint, et il s'est chargé de recrutement des jeunes (dont l'âge tourne autour de 15 ans) pour mettre en place une activité et des spectacles de danse traditionnelle.

Dans le projet politique et économique de création d'une identité politique de la ville, la maison de la culture tente de faire du village *Olari* une vitrine de la ville. C'est ce que montre une visite rapide au musée de la maison de la culture qui est à peine entretenu et doté d'un éclairage d'une piteuse qualité malgré une collection non négligeable d'objets. D'ailleurs, cette institution tente aussi d'imposer la forme juridique associative au village *Olari* pour faciliter l'organisation de coopérations et *in fine* favoriser l'objectif politico-économique de la ville.



Le discours de cet homme est une réaction à la position de déclassé symbolique de la Roumanie. Pas question pour lui de prendre sans donner. Autrement dit, il semble avoir pris bonne mesure de l'adage : « la main qui donne est toujours plus haute que celle qui reçoit ». Cela illustre jusqu'à quel point la position symbolique de la Roumanie dans le monde a un impact dans la vision du monde des acteurs, sur leurs actions et la légitimité de ces actions. Il inscrit clairement son projet dans le cadre du programme des euro-régions. Pour être plus précis, il entend développer cette région avec ses propres traditions par rapport à l'ensemble de la Roumanie. Si le nationalisme a entretenu des relations ténues avec le régionalisme dans les États-nations, on voit bien aujourd'hui que le cadre national tend à s'effacer aux bénéfices des régions dans une entité plus vaste, en l'occurrence l'Union Européenne.

Enfin, troisième site et troisième catégorie d'acteurs : les vendeurs d'objets. Ils sont en quelque sorte « déviants » par rapport aux artisans. Même s'ils peuvent être eux-mêmes artisans, la plupart ne possèdent pas de liens de proximité anciens avec l'artisanat populaire. De plus, ils sont contraints de vendre des objets qui ne correspondent absolument pas aux patrons locaux des objets traditionnels, marché et concurrence obligent. Chez ces vendeurs, on trouve en contrepartie une grande connaissance des normes des produits. De plus, pour obturer cette béance, ils ont constitué une pièce à l'écart du lieu de vente, ce qu'on pourrait appeler la part non maudite de la marchandisation de la tradition, où sont réunis des objets parfois rares qui ne sont pas destinés à la vente. Ces pièces sont aussi plus ou moins consacrées à un usage commercial. Elles peuvent servir à constituer une future auberge, mais plus généralement elles s'apparentent à des micro-musées. Et cela illustre aussi la lutte de pouvoir (politique, social, symbolique et économique) qui est à l'œuvre à Horezu dont l'enjeu est de coller à la norme du patrimoine et d'en être le ou un des dignes

représentants. Ces efforts donnent aux vendeurs l'impression de respecter de la tradition. Il ne sert à rien de séparer ces deux sphères, elles sont intriquées. Prenons un exemple, celui d'un homme devenu depuis quelques années vendeurs-artisans. Celui-ci a un discours axé sur le modèle de l'entrepreneur et se définit comme un *self made man*. Mais il ajoute un complément décisif à cette présentation de soi. Il décrit son apprentissage de l'artisanat comme une succession d'initiations auprès d'artisans âgés qu'il a rencontré. Là encore il s'agit d'une tentative pour rafistoler son statut et se mettre en conformité par une voie détournée avec l'image de l'artisan d'objets populaires. Il fait par là preuve d'allégeance au mode de constitution des héritages. Prenons, un dernier exemple, celui d'un jeune couple de vendeurs, composé d'une ancienne étudiante en droit et d'un graphiste. Cette femme montre certains objets qu'elle vend qu'elle estime être sans aucun rapport avec la tradition local en précisant : « je ne mettrai pas deux sous là-dessus ». Se sentant obligé de se justifier, preuve qu'il existe à ses yeux un désordre ou un décalage, elle explique que c'est parce que les roumains seraient « idiots » qu'ils achèteraient des objets trahissant la tradition, à la différence des étrangers (Belges, Italiens... connus pour être de difficiles négociateurs) qui eux seraient plus sérieux et plus respectueux. Ce faisant, cette femme constitue un lien de solidarité symbolique avec les européens de l'Ouest en repoussant le stigmate vers des autochtones, et cette intégration passe par la reconnaissance du pouvoir allochtone tout en essayant de le dépasser par la constitution d'une communauté imaginaire. C'est encore un exemple de la manipulation du stigmate global.

Conclusion

Le marché, l'entreprise privé comme modèle social apodictique, la privatisation de l'État et son démantèlement corollaire à la montée en puissance d'autres entités politiques forment

aujourd'hui un horizon indépassable³¹. La convention sur le patrimoine culturel immatériel, ne va pas à l'encontre de cette évolution/injonction politique. Elle n'en est qu'un prolongement supplémentaire, certes dans un domaine particulier. Indéniablement, par l'imposition dans l'éducation d'identité local et par la mise en oeuvre d'un marché du patrimoine, elle met en forme ces nouvelles formes d'imposition politique qui reconfigure l'espace national et l'identité culturelle. Cette impulsion générale ne présume pas des conséquences inattendues de ce mouvement et mériterait sans aucun doute une analyse sérieuse du mécanisme de transformation sous-jacent à ce développement. Cette mise en perspective ne saurait se passer d'une mise au point sur les évolutions globales récentes et sur leurs répercussions objectives et intersubjectives au risque de rester dans un cadre atemporelle et, en dernière instance, de relever de l'anecdote. En effet, des contradictions touchent les acteurs comme le montrent les dilemmes qui agitent les vendeurs de traditions et les arrangements qu'ils tentent de mettre en oeuvre pour coller à la norme de l'artisan traditionnel. Pour mener à bien cette analyse, que nous avons tirée à grands traits ici, il est nécessaire de revenir à l'optique de totalisation prônée par M. Mauss en considérant les phénomènes économiques, politiques sociaux (etc.) dans leur enchâssement selon le mot de K. Polanyi. Evoquons pour conclure un dernier exemple ou un indicateur supplémentaire.

Le soir du réveillon de la nouvelle année 2008, deux membres de deux partis politiques, Ludovic Orban (actuel ministre des transports, Parti National Libéral) et Raluca Turcan (membre du Parti Démocrate Libéral) ayant appartenu à une même coalition et aujourd'hui en mauvais termes – si l'on me permet ce doux euphémisme – apparaissaient, à côté d'autres danseurs professionnels, lors d'une émission télévisée, déguisés en danseur traditionnel. Ils jouaient le rôle de représentants de régions culturelles. Dans un pays qui est le lieu d'une dé-communisation conservatrice³² des élites politico-économiques, cette scène a de quoi surprendre. Or, si l'on met ce spectacle en relation toute l'effervescence du patrimoine immatériel, du folklore, avec le stigmate qui touche la Roumanie, le phénomène paraît s'éclaircir. Comme ce stigmate ne peut être l'objet d'un nouveau renversement dans la configuration actuelle des rapports de domination mondiaux, le patrimoine et les pratiques festives jouent, semble-t-il, le rôle de colmatage et permettent à la société de retrouver une cohérence, une cohésion et une identité non souillée³³ ou, en d'autres termes, de disjoindre une relation qui cimenterait un assujettissement. Le succès de toutes les fêtes de ce type corrobore partiellement cette hypothèse qui reste à travailler et peut-être sont-elles l'expression d'une réalisation sur le plan de l'identité qui ne peut prendre forme dans d'autres idiomes.

Notes :

* Docteur en Anthropologie de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (études comparatives sur le développement), chercheur contractuel au Musée du Paysan Roumain, chercheur associé à l'Institut de Recherche en Développement français (UR 003: Travail et mondialisation).

¹ Cf. par exemple les écrits de N. Iorga à ce sujet.

² Ordonnance N. 2138/24.03.2006.

³ Parler de compétences, c'est déjà faire tomber des pratiques dans le champ de l'entreprise et plaquer un type de rapport de force entre acteurs à l'intérieur de ce même champ (Hours & Sélim, 2003).

⁴ Le développement est la doctrine énoncée par Truman lors de l'investiture de son deuxième mandat de président des USA le 20 janvier 1949. Voir Rist (1996).

⁵ Il existe d'ailleurs une lame de fond dans ce domaine puisque depuis une trentaine d'années des mastères de spécialité ont été créés à cet effet.

⁶ Remarquons que l'auteur évoque les conflits autour de la notion de patrimoine sans pour autant pousser son analyse plus loin.

⁷ En effet, la notion de patrimoine immatériel doit être considérée comme une extension de la notion de travail immatériel et des immatériels comme point de fixation de la valeur dans le capitalisme cognitif cf. Boutang, 2007.

⁸ D'ailleurs nombre de séminaires d'anthropologie sont désormais dédiés au tourisme.

⁹ Le développement est un terme qui, dans la bouche de l'ex-président des USA Truman, désigne l'approche des USA et de l'Occident pour cette zone stratégique.

¹⁰ L'Etat-parti en Pologne, par exemple, a conclu ses premiers emprunts auprès de la France à partir de 1974, et quelques associations privées (des entreprises) ont été autorisées à partir de 1986. Pour plus de détails cf. Heemeryck (2007).

¹¹ Rappelons que l'impôt est un instrument central de la souveraineté de l'Etat.

¹² Dans les années 80, le taux de rentabilité (*Return On Equity* en anglais boursier) était en moyenne élevé à 2 ou 3%, aujourd'hui on est passé à un niveau de 20%, voir les travaux de Lordon F., 2003.

¹³ Un autre phénomène conséquent de cette mutation, c'est la migration de la main-d'oeuvre ainsi que la création de masse d'ouvriers en Chine et en Inde.

¹⁴ Noica Constantin, 1989 : *Istoricitate și eternitate și Historicité et éternité*. éd. Capricorn, București, cité in Mihăilescu (1991).

¹⁵ Cf. Karnoouh (1990) ; Hedeșan & Mihăilescu (2006).

¹⁶ Voir sur ce point les travaux d'Alina Pavalescu à paraître à l'institut d'étude politique de Paris.

¹⁷ Ceaușescu Nicoale : « Cuvîntarea la Conferința Națională a Uniunii Artiștilor Plastici », 22 Juin 1978 in „Știința” anul XLVII, nr. 11 147, du 23 Juin 1978, cité in Vlădițoiu, 1981: 17.

¹⁸ Droits de l'homme, de la femme, des enfants, la transparence, la corruption, la santé...

¹⁹ Voir les travaux pionniers et toujours d'actualité de Hours (1998).

²⁰ Voir par exemple les campagnes racistes organisées par les médias, les politiciens et l'Etat en Italie, il y a peu, le tout accompagnée d'une insondable apathie de la part des autorités roumaines voire même de leur complicité et parsemé d'une jolie pétition de principe de la commission européenne. La France, de son côté, est le lieu „d'une dynamique de légitimation scientifique et intellectuelle du racisme par les élites“ (les termes sont de Doudou Diène, rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme), élites qui sont les porte-drapeaux des conservateurs actuellement au pouvoir.

²¹ Cf. sur ce point Heemeryck (2009).

²² Pour un développement plus long de l'étude de la FpA voir Heemeryck (2007, b).

²³ Il n'est pas rare que les nombreux membres de cette ONG réalisent dans le cadre de l'organisation ce qu'ils n'ont pu faire dans le cadre des institutions publiques où ils travaillent.

²⁴ Dans le même rayon d'activités, on trouve l'ONG CENTRAS (centre d'assistance pour les ONG), *Aid to ONG* à Timișoara... Ces macro-ONG forment les ONG-istes à la comptabilité, au management, à la gestion des ressources humaines et de l'argent, au pluralisme, au débat, au *raise funding*, aux programmes internationaux comme l'éducation citoyenne, la « bonne » gouvernance. Ce sont aussi des plates-formes qui assurent la circulation et la surveillance de la distribution des fonds vers les ONG.

²⁵ Voir les indicateurs de confiance F. D. S. D. (Fondation pour une Société Ouverte - Soros) : *Barometrul de opinie publică* [« Le baromètre de l'opinion publique »], Bucarest, 2005. Ces sondages ne sont pas contestés à la différence ceux qui concernent les partis politiques et les intentions de vote, objets de manipulations diverses et sans aucune conséquence sur le fonctionnement des médias.

²⁶ Cela est d'autant plus vrai quand on mesure le poids des rapports endogènes dans les négociations avec des individus ou institutions extérieures. Voir sur ce point Mihăilescu (2000).

²⁷ Cf. de manière complémentaire les interventions de M. Mateonu, de C. Tesar et B. Iancu au cours de la conférence. On peut voir cette phrase sur un panneau à l'entrée de la ville.

²⁸ Selon une enquête que j'ai menée dans un quartier de Bucarest.

²⁹ Image qu'évoque aussi en prolongement des idées anti-obscurantistes des lumières Favret-Saada (1977).

³⁰ Voir sur ce point Heemeryck (2009).

³¹ C'est ce qu'on peut voir aussi à travers l'exemple récent, (fin 2006) en France, du scandale provoqué par la location d'une partie de collection du musée du Louvre, du centre Georges-Pompidou, du musée d'Orsay, du musée

des Arts premiers et du château de Versailles à la ville d'Abu Dhabi aux Emirats Arabes Unis (scandale difficilement compréhensible si l'on considère qu'Atlanta possède déjà un prêt de longue durée sur une partie de ces collections).

³² Je paraphrase librement l'expression de « décolonisation conservatrice » d'Althabe (1972).

³³ Pour une autre entrée sur cette même réflexion voir Heemeryck (2009) et Cîrstocea & Heemeryck (2004)

Bibliographie :

- ALTHABE, Gérard : *Les Fleurs du Congo*, Maspero, Paris, 1972
- BADIE, Bertrand : *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Fayard, Paris, 1997
- BAZIN, Laurent : « Quelques éléments de clarification sur la globalisation », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n° 40, Lille 2003, p.175-194
- BAZIN, Laurent : « Patrimoine, mémoire, généalogie. Quelques considérations critiques », *Revue Espace Marx*, n° 16-17, 2001, p. 44-53
- BORTOLOTTI, Chiara : « Du monumental au vivant : le processus de définition du patrimoine culturel immatériel », Séminaire du Lahic, Paris, décembre 2006
- BOUTANG, Yann : *Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, éd. Amsterdam, Paris, 2007
- CÎRSTOCEA, Ioana & HEEMERYCK, Antoine : « Occurrences paradoxales du politique en Roumanie » in *Journal des anthropologues*, n°102-103, 2004, p. 371-409
- FAVRET-SAADA, Jeanne : *Les Mots, la mort, les sorts : la sorcellerie dans le bocage*, Gallimard, Paris, 1977
- HEDEȘAN, Otilia & MIHĂILESCU, Vintilă : « The Making of the Peasant in Romanian ethnology », in *Martor*, n.11, 2003, p. 187-200
- HEEMERYCK, Antoine : *La Roumanie entre stigmatisation et réhabilitation : démocratisation, Etat, société et production de soi*. A paraître en Roumain, 2009
- HEEMERYCK, Antoine : « Formy dominacji i związki podleglosci w polskim przedsiebiorstwie. Esej z antropologii politycznej ». [Formes de domination et relations de dépendance dans les entreprises en Pologne. Essai d'anthropologie politique] in *Bez Dogmatu*, N°71, éd. de l'Institut Wydawniczy, Varsovie, 2007
- HEEMERYCK, Antoine (b) : *Un ONG entre culture nationale et marché*. Rapport annuel d'activités (inédit), Musée du Paysan Roumain, Bucarest, 2007
- HIBOU, Béatrice (dir.) : *La privatisation des Etats*, Karthala, Paris, 1999
- HOBBSAWM, Eric : « Préface » in DIMITRIJEVIC, Dejan (dir.) : *Fabrication des traditions, invention de modernité*, MSH, Paris, 2004
- HOBBSAWM, Eric & RANGER, Terence (ed.) : *The Invention of Traditions*, Cambridge University Press, 1992
- HOURS, Bernard : *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, L'Harmattan, Paris, 1998
- HOURS, Bernard & SELIM, Monique : *Solidarités et compétences. Idéologies et pratiques*, L'Harmattan/IRD, Paris, 2003
- KARNOUOH, Claude : *L'invention du peuple*, Arcantère, Paris, 1990
- LORDON, Frédéric : *Et la vertu sauvera le monde... Après la crise financière, le salut par l'«éthique» ?*, Raisons d'agir, Paris, 2003
- MIHĂILESCU, Vintilă : « La maisnie diffuse, du communisme au capitalisme : questions et hypothèses » in *Balkanologie*, vol.4, n°2, 2000
- MIHĂILESCU, Vintilă : « Nationalité et nationalisme en Roumanie » in *Terrain*, n°17, Version électronique, 1991

RIST, Gilbert : *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences-Po, Paris, 1996

SASSEN, Saskia : *La Ville globale. New York, Londres, Tokyo*, Descartes amp., Paris, 1996

VLĂDUȚOIU, Ion : *Creatori populari contemporani din România* [Les créateurs populaires contemporains de Roumanie], éd. Sport-Turism, București, 1981

